



**REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMES  
COMMUNE DE LE TIGNET**

**DELIBERATION  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Nombre de conseillers :

en exercice : 23

présents : ..

Votants : ..

L'an deux mil vingt cinq

le lundi 7 juillet

Le Conseil Municipal de la Commune DU TIGNET dûment convoqué,  
s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur  
Claude SERRA Maire

Date de convocation du Conseil Municipal : le 25 juin 2025

**Ouverture de la séance : 19h00**

**PRESENTS :** .....

**POUVOIRS :** .....

**Secrétaire de Séance :** .....

**DELIBERATION N° 2025.041 : Création du Syndicat Mixte en charge du Centre Départemental de  
Vidéoprotection**

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre de la politique de prévention et de lutte contre la délinquance et les incivilités, de nombreuses communes se sont équipées de caméras de vidéoprotection.

Pour renforcer cette action et la rendre pleinement opérationnelle, l'article 42 de la loi n°2021-646 du 25 mai 2021 « *pour une sécurité globale* » a prévu de nouvelles possibilités pour les collectivités territoriales et leurs groupements : les conseils départementaux peuvent dorénavant créer des centres départementaux de supervision afin de mutualiser les moyens et d'apporter un soutien aux communes et EPCI qui en feraient la demande.

C'est dans ce cadre juridique nouveau que le Département des Alpes Maritimes a acté la création d'un Syndicat Mixte en charge de la vidéoprotection et proposant aux communes situées en zone de gendarmerie de s'associer à la collectivité départementale.

À cette fin, après consultation juridique du Préfet, le Président du Département a invité les communes qui souhaitent y adhérer à adopter une délibération approuvant les statuts, désignant les membres et approuvant la convention ci annexée.

Il est à noter que le Département prend en charge l'intégralité des coûts liés à l'installation et au fonctionnement du local dédié. Les communes adhérentes devront uniquement assumer une cotisation annuelle de 4 000 euros, conformément à l'annexe des statuts, ainsi que le coût du raccordement.

Afin de renforcer notre capacité de réaction et de pouvoir utiliser la pleine capacité des 17 caméras nouvelles, Monsieur le Maire propose d'adhérer à ce syndicat.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à X votes « pour », X votes « contre » et X « abstentions » :

**CONSIDERANT**, la nécessité de renforcer la sécurité publique sur le territoire communal grâce à la vidéoprotection,

L'implantation du Syndicat Mixte du Centre Départemental de vidéoprotection, conformément à l'article L.5211-45 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'intérêt pour la commune d'adhérer à ce Syndicat Mixte.

#### **DECIDE**

**D'ADHERER** au Syndicat Mixte du Centre Départemental de Vidéoprotection.

**D'APPROUVER** les statuts modifiés du Syndicat Mixte en charge du Centre Départemental de Vidéoprotection.

**D'APPROUVER** la convention relative aux modalités d'acquisition d'installation, d'entretien et de mise à disposition des dispositifs de vidéoprotection et aux modalités de mise à disposition du personnel chargé du visionnage et d'autoriser le Maire à signer cette convention.

**DE DESIGNER** comme représentant de la commune au sein du Comité Syndical du Syndicat Mixte :

- ✓ M. Claude SERRA, Maire
- ✓ M. Gérard MOLINES, 1<sup>er</sup> Adjoint

**D'AUTORISER** le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'adhésion au Syndicat Mixte.

Ainsi fait et délibéré les, jour mois et an que susdits.

**LE MAIRE**  
**Claude SERRA**